



tribune

socialiste

Hebdomadaire
du
Parti Socialiste Unifié
Supplément au n° 495 du 6 mai 1971

RENAULT EN LUTTE

ORGANISONS LA SOLIDARITE

1F

RENAULT LE MANS

UNE PRODUCTION CLEF : deux secteurs :

— montage des transmissions, ce qui permet de bloquer les chaînes de montage de Billancourt et de Flins, — les tracteurs.

UNE CLASSE OUVRIERE JEUNE : 6 600 O.S. aux conditions de travail très pénible (cadences, hygiène et sécurité). Ce sont des jeunes déqualifiés ou qui préfèrent travailler comme O.S. à la Régie car les salaires y sont moins mauvais que dans les autres usines de la région. C'est aussi des paysans qui ont dû quitter la terre. Il n'y a presque pas de travailleurs immigrés.

LES TRADITIONS DE LUTTE : depuis Mai 68 il y a eu de nombreuses luttes, dont la grève bouchon des thermiques (1969) qui a abouti à l'occupation de l'usine en riposte au lock-out, ainsi que celle de l'atelier G.G.

Pendant le mois d'avril l'atelier F.F. (transmission) fait 90 heures de grève pour le passage à la catégorie 7, et cherche à informer l'ensemble des travailleurs de sa lutte en faisant, sans aucune consigne, des défilés dans l'usine...

Jeudi 29 avril, les travailleurs du F.F. entraînent toute l'équipe du soir à aire une manifestation à l'intérieur de l'usine, sur la revendication du coefficient 150 pour tous.

Vendredi 30, l'équipe du matin décide à main levée la grève avec occupation malgré la C.G.T. qui désirait un vote à bulletin secret.

Devant une telle situation, la C.G.T. cherche à canaliser le mouvement, à le limiter aux O.S. La C.F.D.T., au contraire, répondant aux aspirations profondes des travailleurs, propose, en plus des revendications des O.S. de mettre en avant des revendications unifiantes pour toute l'usine : pré-retraite à 60 ans, retour aux 40 heures, grille unique, revendications qui ne sont pas démagogiques mais sont, pour la retraite et les 40 heures celles-là même de la plate-forme C.G.T.-C.F.D.T.

Vendredi après-midi, nouveau vote, la C.G.T. réussit à ce qu'il y ait un vote à bulletin secret, et à séparer les O.S. d'une part les professionnels et les mensuels de l'autre. 1 500 travailleurs, parmi les plus combatifs, devant une telle procédure de vote quittent le meeting. Seuls les O.S. décident la grève.

A partir de lundi, c'est une « drôle d'occupation » qui commence : pas de piquet de grève, les grilles ouvertes, les gardiens, les cadres qui circulent dans l'usine, les employés et les professionnels au travail...

Les O.S. ont la force de bloquer toute l'usine, beaucoup de professionnels n'attendent que cela, mais les ouvriers n'ont aucune organisation pour le faire ; même la C.F.D.T. n'arrive pas à faire des propositions concrètes.

Au contraire, rien n'est fait pour permettre aux travailleurs de s'exprimer, de prendre en main leur lutte jusqu'à satisfaction entière de leurs revendications. Aucun comité de grève... ; ce qu'il y a seulement, c'est des meetings (lundi, mardi, mercredi, vendredi, rien samedi et dimanche), où seuls les responsables syndicaux prennent la parole.

Vue l'attitude de la C.G.T., les ouvriers n'ont plus qu'à attendre l'issue des négociations entre la direction et les syndicats. Ainsi on désarme la combativité des ouvriers.

Pour éviter l'extension de la lutte à toute l'usine et la réalisation d'une véritable occupation, la C.G.T. cherche à diviser les travailleurs du mouvement révolutionnaire, craignant l'impact des militants révolutionnaires dans la classe ouvrière ; elle envoie son service d'ordre à plusieurs reprises ratonner les distributeurs de tracts (mardi à 13 heures en les pourchassant à la barre de fer, elle oblige même certains à se jeter dans la rivière).

De façon à populariser la lutte, les révolutionnaires du Mans (P.S.U. Ligue, Humanité Rouge) ont mis sur pied un comité de soutien avec objectif 72, la C.I.R., le G.A.M., les A.S.F., des paysans, comité qui organise des collectes sur la ville avec une distribution de tracts.

LE POINT SUR LES LUTTES

DIRECTION DES RECHERCHES ET DE DÉVE- LOPPEMENT (ETUDES RENAULT)

RUEIL.

A Rueil (environ 2 000 travailleurs) c'est seulement mardi que les travailleurs ont été informés sur la lutte des O.S. du Mans.

Devant l'extension de la répression patronale par le lock-out, les organisations syndicales organisent un meeting d'information d'une heure jeudi matin.

Réunis en assemblée les travailleurs décident un débrayage de deux heures pour l'après-midi.

Pendant la grève, c'est en cortège que les travailleurs vont soutenir les grévistes d'une entreprise voisine (Bernard Moteur) en lutte depuis trois semaines.

LARDY.

Dans le centre de Lardy, (354 travailleurs), l'information syndicale a été faite très tard.

Pendant longtemps les travailleurs ont eu comme seule source d'information la radio...

Un meeting a eu lieu vendredi matin 7 mai (1/2 heure). (Une semaine après le début de la grève). Une présentation a été faite de l'état des luttes dans les différentes usines de la région.

En fin de réunion il est apparu que le jour où il y aura une décision à prendre elle devra être prise par l'ensemble des travailleurs. Il sera nécessaire que l'ensemble des travailleurs puissent donner leur point de vue.

Les différents horaires rendent difficile la confrontation des points de vue. Une organisation pour cette discussion reste à trouver par les travailleurs.

CLEON

L'usine créée en 1958 par d'Elbeuf a une proportion importante d'O.S., quelques professionnels et peu de mensuels.

Considérée comme une usine pilote sur le plan technique, de gros problèmes sociaux se posent : pas de perspectives de promotions, de nombreux jeunes dont les connaissances sont sous employées.

Les 7 000 travailleurs fabriquent et montent les moteurs et les boîtes de vitesse.

LUNDI :

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. appellent à deux meetings d'information d'une 1/2 heure sur la grève du Mans. Environ 1 000 travailleurs y participent.

Au cours de ce meeting les responsables syndicaux proposent une consultation à bulletin pour le lendemain.

MARDI :

La consultation se déroule toute la journée.

Trois questions sont posées :
1. — grève limitée avec manifestation dans l'usine ;
2. — grève limitée dans l'usine ;
3. — sans action.

MERCREDI :

La consultation montre une volonté de lutte parmi les 7 000 travailleurs de Cléon.

Sur 4 635 bulletins rendus 1 020 se prononcent pour l'action limitée, 1 826 pour la grève illimitée, 1 626 sans action.

Les syndicats appellent donc à un débrayage à partir de 9 heures pour les travailleurs du matin et de la normale. Au cours du meeting les travailleurs veulent attendre l'équipe de l'après-midi pour prendre une décision sur la poursuite de l'action. Les revendications posées sont :

— Statut unique du manœuvre au cadre.
— Pas de coefficient inférieur à 145.
— Le retour aux 40 heures.
— L'abaissement de l'âge de la retraite.

Puis un défilé s'organise dans l'usine, la manifestation s'amplifie rapidement et vers 11 h 30 les secrétaires syndicaux disloquent les 1 700 travailleurs pour le repas. Déjà un flottement se fait sentir sur le lieu de la reprise du meeting : les grévistes veulent l'entrée de l'usine ou tous les travailleurs de l'équipe d'après-midi doivent entrer, les secrétaires syndicaux imposent un endroit plus reculé.

Vers 13 h 30 des militants de la ligue communiste et de lutte ouvrière viennent distribuer des tracts. Des militants C.G.T. les repoussent violemment en créant une confusion au moment où l'équipe d'après-midi arrive. N'étant pas mobilisés beaucoup vont à leur poste de travail. Les responsables syndicaux renvoient chez eux les grévistes du matin et font une prise de parole pour les quelques trois cents gars qui restent encore sur place. Un court défilé s'organise ensuite, mais les travailleurs sont démobilisés. Vers 17 heures tout est terminé dans la confusion la plus totale. Aucun mot d'ordre pour le lendemain.

JEUDI :

Durant toute la matinée il ne se passe rien si ce n'est quelques discussions dans l'usine.

A 13 h 30 les militants de la ligue viennent distribuer des tracts. Contre les principes élémentaires de la démocratie ouvrière, des militants du P.C.F. (dont certains extérieurs à l'usine) les empêchent d'exprimer leurs idées.

VENREDI :

A une réunion du C.E. extraordinaire la direction annonce le lock-out de la moitié de l'usine pour le soir.

Aussitôt un meeting se déroule et les travailleurs se prononcent pour l'occupation de l'usine. Mais cette occupation n'est pas appliquée au moins pendant le week-end.

RENAULT BILLAN- COURT

Au cours des premiers jours qui ont suivi la grève du Mans, face à la menace du lock out (« chômage technique ») de la part de la direction :

— la C.G.T. tout en disant « qu'il y avait nécessité de maintenir la présence du personnel à son poste de travail... estimait que malgré un très grand mécontentement, l'occupation de l'usine ne rencontrerait pas l'audience de la majorité du personnel »...

— La C.F.D.T. pour sa part, avant même l'annonce du lock out, appelait à la grève illimitée avec occupation de l'usine ;

— quant à F.O. elle adoptait le même point de vue sur ce point que celui de la C.F.D.T.

Le vendredi 7 au matin, un meeting inter-syndical C.G.T., C.F.D.T. F.O. a réuni les travailleurs à l'île Seguin. Il y est décidé :

— pour les *lock outés* de rester dans l'usine auprès des machines ;

— pour les autres de rester sur place sans travailler ;

— d'occuper l'usine à partir de vendredi soir, samedi et dimanche ;

— de contrôler l'entrée de l'usine par des piquets de grève.

Dans la journée, les syndicats organisent une consultation bureau par bureau après des explications dans chaque service, pour les employés, dessinateurs, agents de maîtrise, cadres et ingénieurs. Ils leur demandent de se prononcer sur les points suivants :

— occupation de l'usine et grève illimitée ;

— action pendant les heures de travail ;

— grève sans occupation.

Les discussions engagées avec la direction se feront avec la plate-forme suivante :

— satisfaction des revendications des O.S. ;

— paiement des heures du personnel lock-outé ;

— grille unique du manœuvre à l'ingénieur.

Les organisations syndicales ont prévu un meeting LUNDI 10 MAI à 10 heures dans l'île Seguin pour rendre compte de l'état des négociations.

POURQUOI LE GOUVERNEMENT NE VEUT-IL PAS CÉDER ?

Au Mans le 29 avril, les O.S. se sont mis en grève illimitée avec occupation des locaux.

La révolte a éclaté contre les mutations de postes (avec cotations arbitraires), l'accélération des cadences, des conditions de travail de plus en plus dures. Les O.S. exigent :

UNE REFONTE DE LA GRILLE DES SALAIRES

Tous les O.S. de la Régie se sont rapidement sentis solidaires de leur lutte et leurs objectifs. En effet dans tout le trust Renault, les conséquences de la division capitaliste du travail (tâches parcellarisées) sont les mêmes. Les O.S. du Mans ont donc dès le départ avancé les formes de lutte et les mots d'ordre capables de rompre les divisions entre travailleurs imposés par le patronat.

C'est une rupture par l'action directe avec le dernier accord Renault.

Dreyfus a immédiatement refusé de discuter. L'enjeu de la lutte dépasse de loin la direction de la Régie.

L'importance de RENAULT sur le plan national est considérable :

— Le trust emploie plus de cent mille travailleurs. Il est un secteur clef dans l'industrie. De nombreuses entreprises dépendent d'elles (sous-traitance, fournitures, approvisionnements, etc...) dans l'industrie métallurgique et chimique (Peugeot, Michelin).

Renault est aussi le banc d'essai des contrats, de « l'actionnariat » que le gouvernement entendait proposer aux travailleurs et aux syndicats, bien

avant les « contrats de progrès ». Ainsi sur le plan social la régie a une importance nationale.

C'est pourquoi DREYFUS n'est qu'un pion car c'est le gouvernement qui a les leviers de commande. Renault a toujours été un symbole dans les luttes ouvrières.

Donc le gouvernement ne veut pas céder face aux revendications des O.S. de Renault.

— Il craint que les revendications s'étendent à l'ensemble des entreprises où les problèmes sont les mêmes et à d'autres secteurs.

— Il ne peut pas laisser remettre en cause d'une façon généralisée, l'organisation capitaliste du travail dans ses aspects les plus ressentis par les travailleurs (déqualification, encadrement, organisation par poste).

— Il ne peut admettre que ces revendications s'étendent à l'ensemble de la métallurgie et à d'autres secteurs.

Ne pas céder aux travailleurs de Renault reste l'objectif principal du gouvernement à l'heure actuelle. Car si les ouvriers de Renault craquent, ce sera une défaite pour les travailleurs qui mènent des luttes.

Cette stratégie s'intègre bien dans l'ensemble capitaliste Européen (danger de voir naître une situation à l'Italienne) et mondial (crise monétaire internationale occasionnée par le déficit de la balance américaine).

En cherchant à mettre en échec les grèves de Renault, le pouvoir veut préserver les intérêts de la bourgeois-

sie française dans le concert capitaliste international.

Comment répondre ? En proposant des objectifs clairs s'intégrant dans une stratégie d'ensemble de prise du pouvoir par les travailleurs.

Or, quelle est l'attitude du P.C.F. à travers la C.G.T. dans ce conflit. Un fait éclate aux yeux de tous : il ne souhaite pas l'extension du mouvement et manifeste un grand respect pour l'ordre et la démocratie bourgeoise, préférant par exemple le scrutin à bulletin secret au vote à main levée en assemblée générale de travailleurs. Plus grave, sous prétexte que « l'Union de la Gauche » n'est pas réalisée, et donc que la prise du pouvoir (tel qu'il l'entend, c'est-à-dire par une union de partis et non par les travailleurs organisés à la base) n'est pas possible, il n'offre aucune perspective à la lutte. A son avis, le caractère politique de la grève tient uniquement à ce que celle-ci peut contribuer à renforcer pour les prochaines élections le flot des mécontents et donc des électeurs potentiels. En attendant, ceux qui ne sont pas d'accord se voient interdits de paroles : les « gauchistes » (assimilés aux fascistes), ceux qui ne sont pas d'accord, sont chassés à coups de barre de fer (au Mans) frappés sauvagement (Cléon, Flins), dénoncés à la police (comme ce fut le cas pour les militants du Comité de Soutien du Mans).

Nous ne partageons pas cette conception de la lutte.

FLINS

A Flins comme dans les autres usines, des meetings inter-syndicaux se tiennent dès l'annonce de l'occupation du Mans. Les positions des syndicats sont divergentes dès le départ : la C.G.T. propose uniquement des défilés dans les ateliers et parlent même d'occupation. Deux jours plus tard une seule équipe est presque totalement en grève (sur trois équipes). La direction, elle, veut à tout prix bloquer le mouvement et le mercredi 5 MAI annonce un lock-out technique touchant 14 000 ouvriers sur 18 000 pour le lendemain matin (ce qui est totalement injustifié, les stocks étant encore suffisants).

Le mouvement est long à démarrer malgré la combativité d'une partie des ouvriers, surtout des jeunes, qui se mobilisent dès le début, organisant des défilés dans les ateliers et parlent même d'occupation. Deux jours plus tard une seule équipe est presque totalement en grève (sur trois équipes). La direction, elle, veut à tout prix bloquer le mouvement et le mercredi 5 MAI annonce un lock-out technique touchant 14 000 ouvriers sur 18 000 pour le lendemain matin (ce qui est totalement injustifié, les stocks étant encore suffisants).

Elle annonce en outre le paiement de ces journées de lock-out à 75 %, ce qui est totalement faux, et avance de deux jours la paye du mois : la manœuvre est évidente : les ouvriers, leur paye en poche et sans moyens de transports pour revenir à l'usine le lendemain (la plupart habitent à au moins 30 km de l'usine) vont se démobiliser.

Cependant le noyau dur de grévistes tente d'occuper l'usine le soir même, mais se retrouve trop minoritaire, la CGT étant contre, et la CFDT bien que prête à suivre, ne voulant pas en assumer la responsabilité. La direction quant à elle avait mobilisé la maîtrise, les cadres et les Flics-Renault qui se relaient 24 h sur 24 h aux portes de l'usine pour empêcher l'occupation.

Le vendredi 6 : 300 travailleurs grévistes venus à l'usine par leurs propres moyens se retrouvent face à 500 chefs et flics qui se tiennent dans l'usine. Un meeting se tient où la C.F.D.T. et la Base Ouvrière proposent que durant le week-end les travailleurs présents aillent dans les foyers mobiliser les travailleurs et s'organisent pour pouvoir être plusieurs milliers devant l'usine lundi matin en vue de l'occuper.

Quelques camarades interviennent pour proposer l'action immédiate ce qui est une erreur vu le rapport des forces. La bagarre se déclare cependant et montre la détermination de tous les travailleurs présents (C.F.D.T. comprise qui repoussent deux fois la maîtrise dans l'usine alors que celle-ci est en nombre supérieur et puissamment armée (casques, matraques, pavés, lances d'incendie).

L'arrivée des flics quatre heures plus tard interrompt la bagarre, les travailleurs risquant de se retrouver coincés entre la maîtrise et ceux-ci. Les travailleurs se séparent avec la ferme détermination de mobiliser tous les copains pour être plusieurs milliers le lundi matin.

Le soir même, la radio (Europe 1, France-Inter) annonce froidement que 150 « gauchistes » voulant pénétrer dans l'usine, ont été repoussés par les « ouvriers ».

CE QUE NOUS PENSONS

LA LUTTE DOIT SE MENER DANS LA DEMOCRATIE OUVRIÈRE.

Le P.S.U. n'a pas la prétention de donner de leçons aux ouvriers en lutte. Il a simplement des militants au cœur de ces luttes qui pensent qu'ils ont des choses à dire en fonction d'une part de leur présence dans la lutte, et d'autre part comme force politique. Ce que nous pensons au sujet de cette lutte c'est qu'elle doit se mener et se dérouler dans la démocratie la plus complète, mais ce n'est pas pour nous une vision de la démocratie bourgeoise, mais ouvrière. Pour nous c'est la démocratie des assemblées générales du personnel, qui prennent effectivement la direction des luttes, qui ne sont pas seulement des assemblées d'information mais de décision, qui aboutissent à l'organisation de la classe ouvrière en lutte contre le patronat en mettant en place des comités de grève. Nous

pensons qu'à travers cette manière de mener les luttes apparaissent, outre les possibilités de victoire, la préfiguration de ce que sera la société socialiste construite par les travailleurs.

LA LUTTE DOIT S'ÉTENDRE ET S'UNIFIER DANS LE GROUPE.

La lutte doit se généraliser. Cela n'est possible que si l'on propose à l'ensemble des travailleurs du groupe des mots d'ordre dans lesquels tous peuvent reconnaître la défense de leurs intérêts fondamentaux. A l'heure actuelle la lutte contre l'organisation capitaliste du travail (contre les cadences, pour la reconnaissance des qualifications, pour le statut unique du manœuvre à l'ingénieur) et contre la hiérarchie qui permet le maintien de cette organisation, sont les bases d'une action commune non seulement

à tous les travailleurs de la Régie mais aussi à ceux de toutes les entreprises.

LA LUTTE DOIT S'ÉTENDRE EN DEHORS DE LA REGIE.

En effet, les luttes en Bretagne, dans les Vosges, en Loire-Atlantique... ont montré que le soutien de tous les travailleurs de ces régions était un atout indispensable pour mettre en échec le patronat. Les liaisons avec les travailleurs des autres entreprises, avec les femmes, avec les paysans, les employés, les étudiants et les enseignants ont assuré le succès de nombreuses luttes. Après Mai 68 les ouvriers ont compris qu'ils ne pouvaient mettre en échec le pouvoir qu'en opposant à la bourgeoisie une véritable mobilisation populaire.

Dès maintenant cette mobilisation peut commencer à se réaliser à travers le soutien des travailleurs en lutte.

SOUTENONS LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE RENAULT



PAR LA LUTTE ET L'ACTION IMPOSONS
le statut unique du manoeuvre à l'ingénieur
l'abaissement de l'âge de la retraite
la diminution du temps de travail

ORGANISONS LA LUTTE PAR DES ASSEMBLÉES
ouvrières démocratiques de discussions
et de décisions

SOUSCRIPTION

c.c.p. 4.345.55 paris

Marie-Josée Thomas-Favier

mention "solidarité Renault"